



**Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de la Seine 2014-2020 « Investissement pour la croissance et l'emploi »**

**Appel à projets spécifique FSE pour l'année 2015**

**Axe prioritaire 5 : Investir dans l'éducation et adapter les compétences**

**« Actions de formation à destination des personnes placées sous main de justice »**

**Date de lancement de l'appel à projets : 02/04/2015**

**Date limite de dépôt des candidatures : 31/01/2016**

Aucune demande de subvention ne sera recevable après cette date. Pour fluidifier l'instruction des demandes, l'attention des porteurs de projets est appelée sur la nécessité de déposer les dossiers le plus rapidement possible sans attendre les dates butoirs.

**Le dossier de candidature devra être transmis en ligne sur la plateforme des aides régionale accessible via le site web de la Région dédié aux financements européens :**

<http://europe.iledefrance.fr>

Les envois par mail ne sont pas acceptés.

Tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

## Sommaire

<b><u>PREAMBULE</u></b>	<b>4</b>
<b><u>I. PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS</u></b>	<b>5</b>
1.1 CONTEXTE DE L'APPEL A PROJETS	5
1.2 OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS	6
<b><u>II. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS</u></b>	<b>6</b>
2.1 CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS	6
2.1.1 TYPES D' ACTIONS	6
2.1.2 ORGANISMES BENEFICIAIRES	6
2.1.3 TERRITOIRE	7
2.1.4 MONTANT ET TAUX D'INTERVENTION DE L'AIDE FSE	7
2.1.5 COFINANCEMENTS	7
2.1.6 TEMPORALITE DU PROJET	7
2.1.7 DEPOT DU DOSSIER	7
2.1 CRITERES D'APPRECIATION DES PROJETS RECEVABLES	8
2.1.1 ELIGIBILITE DES DEPENSES	8
2.1.2 CAPACITE FINANCIERE DE L'ORGANISME PORTEUR DE PROJET	8
2.1.3 CAPACITE ADMINISTRATIVE DE L'ORGANISME PORTEUR DE PROJET	8
2.1.4 PRINCIPES HORIZONTAUX	9
<b><u>III. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION</u></b>	<b>9</b>
3.1 MODALITES DE SELECTION DES PROJETS	9
3.2 ANALYSE EN OPPORTUNITE DES PROJETS SOUTENUS	9
<b><u>IV. CALENDRIER DE SELECTION</u></b>	<b>11</b>
<b><u>V. CONFIDENTIALITE</u></b>	<b>11</b>
<b><u>VI. ANNEXES</u></b>	<b>12</b>
6.1 ANNEXE 1 : CADRE REGLEMENTAIRE DE L'APPEL A PROJETS	12
6.2 ANNEXE 2 : REGLES APPLICABLES AUX ORGANISMES BENEFICIAIRES DE FONDS EUROPEENS STRUCTURELS D'INVESTISSEMENT (FESI)	12
6.2.1 TRANSPARENCE COMPTABLE	12
6.2.2 RESPECT DES REGLES RELATIVES A LA COMMANDE PUBLIQUE	12

6.2.3	RESPECT DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX AIDES D'ÉTAT	12
6.2.4	RECOURS AUX OPTIONS DE COUTS SIMPLIFIES	13
6.2.5	EVALUATION ET SUIVI DES DONNEES RELATIVES AUX BENEFICIAIRES / PARTICIPANTS	13
6.2.6	COMMUNICATION EUROPEENNE	14
6.2.7	CONTROLE ET TRANSMISSION DES PIECES	14
6.2.8	CONSERVATION DES PIECES	14
<b>6.3</b>	<b>ANNEXE 3 : LISTE DES INDICATEURS RELATIFS A L'APPEL A PROJETS « ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES PLACEES SOUS-MAIN DE JUSTICE ET DES JEUNES SOUS PROTECTION JUDICIAIRE »</b>	<b>15</b>
<b>6.4</b>	<b>ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRES DE RECUEIL DES DONNEES RELATIVES A LA SITUATION DES PARTICIPANTS</b>	<b>16</b>
<b>6.5</b>	<b>ANNEXE 5 : CATEGORIES DE DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES</b>	<b>21</b>

## PREAMBULE

---

Pour la période 2014-2020, les fonds européens structurels et d'investissement constituent un important potentiel d'effet levier pour la mise en œuvre des politiques publiques régionales visant à la cohésion économique et sociale et la solidarité au sein de l'Ile-de-France. C'est par la mise en synergie des fonds communautaires, nationaux et régionaux que la région Ile-de-France propose des solutions adaptées aux enjeux identifiés dans le diagnostic territorial stratégique élaboré en 2012.

La région Ile-de-France a choisi d'élaborer un programme opérationnel FEDER-FSE (POR) visant à favoriser une synergie des fonds et une approche intégrée. Les orientations stratégiques retenues s'articulent avec :

Les objectifs de la stratégie Europe 2020 adoptée par le Conseil européen du 17 juin 2010 afin de lutter contre la crise et de créer les conditions favorables à une croissance européenne intelligente, durable et inclusive :

- ✓ Une croissance intelligente : développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation ;
- ✓ Une croissance durable : promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte et plus compétitive ;
- ✓ Une croissance inclusive : encourager une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale.

Concernant la croissance inclusive, ces orientations se sont traduites dans le programme opérationnel régional FEDER-FSE francilien adopté le 18 décembre 2014 par une dotation de 169 millions d'euros de crédits FSE attribuée à la formation des demandeurs d'emploi et à l'adaptation des compétences au marché du travail (priorité d'investissement 10.3 de l'axe 5 du POR), soit 57,53 % des crédits FSE de l'ensemble du programme opérationnel.

Parallèlement à la mise en œuvre du programme opérationnel francilien, la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a rendu effectif le transfert de compétences de l'Etat vers les Régions en matière d'organisation et de financement de la qualification des personnes placées sous-main de justice.

Afin d'apporter un soutien à la prise en charge globale de cette question, un concours communautaire est alloué aux actions de formation pour les personnes placées sous-main de justice (PPSMJ) mais également les actions d'accompagnement et de formation destinées aux jeunes sous protection judiciaire (PJJ).

**Le présent appel à projets mobilise une dotation FSE de 1 000 000 € au titre de cette priorité.**

## I. PRESENTATION GENERALE DE L'APPEL A PROJETS

---

### 1.1 Contexte de l'appel à projets

Au 1er décembre 2014, le ministère de la Justice recense dans ses statistiques mensuelles :

- 39 455 personnes placées sous main de justice en Île-de-France pris en charge par l'administration pénitentiaire.
- 55 211 jeunes suivis en charge par les services du secteur public et du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), direction du ministère de la justice en charge « de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre » (décret du 9 juillet 2008).

Avec 14 316 personnes écrouées et hébergées, l'Île-de-France compte sur son territoire 18,5% de la population carcérale en France. 25 139 personnes bénéficient de mesures alternatives à l'incarcération et sont suivies à l'extérieur par les conseillers des 8 antennes franciliennes de services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP).

La contrainte pénale devrait augmenter le nombre de personnes suivies en milieu ouvert.

Si sur l'ensemble de la France, 73 % des personnes placées sous main de justice ont déclaré avoir un niveau scolaire secondaire ou supérieur, une étude<sup>1</sup> réalisée en 2012 par la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris (DISP) et la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte), révèle que près de 49 % des détenus n'ont pas de diplôme, 27 % ont des difficultés de lecture, dont 12 % sont en situation d'illettrisme.

Concernant la protection judiciaire de la jeunesse d'Île-de-France, 23 675 jeunes ont été suivis en 2013 (16 513 par le secteur public et 7162 par le secteur associatif habilité) dont 54 % ont été pris en charge dans le cadre d'un suivi de milieu ouvert, 43 % dans le cadre d'une mesure judiciaire d'investigation et 3 % dans le cadre d'un placement. A noter, qu'en moyenne ce sont 178 jeunes incarcérés qui bénéficient d'une prise en charge éducative dans les 4 établissements pénitentiaires d'Île-de-France.

Comme tout public n'ayant pas une qualification ou une certification reconnue, les personnes placées sous main de justice connaissent de grandes difficultés d'insertion sociale et professionnelle accentuées par leur passage en détention, leur isolement et l'existence d'un casier judiciaire.

De même, les jeunes suivis par la PJJ cumulent souvent de multiples difficultés qui ne leur permettent pas d'accéder sans un accompagnement spécifique aux dispositifs de droit commun même ceux destinés aux publics fragilisés dans tous les domaines (santé, logement, éducation, mobilité,...) et en particulier dans ceux de l'insertion professionnelle, de l'accès à la formation et à la qualification.

L'enjeu majeur se situe donc dans une meilleure prise en compte des jeunes détenus ou faisant l'objet d'une mesure judiciaire par l'ensemble des acteurs institutionnels. Les différentes institutions ont souvent des difficultés à capter les jeunes les plus en difficulté et les maintenir au sein de leurs dispositifs. C'est donc sur la construction de dispositifs et d'accompagnements renforcés et partagés entre la PJJ et les autres institutions que l'accent doit être porté afin de garantir une continuité dans le parcours de ce public.

Outre les personnes placées sous main de justice, le programme opérationnel régional FEDER-FSE prévoit une dimension préventive en soutenant des actions d'éducation, d'insertion sociale, scolaire et professionnelle à destination des jeunes placés sous protection judiciaire.

---

<sup>1</sup> BREF Thématique, n°32-septembre 2012 (publication Direccte)

## 1.2 Objectifs de l'appel à projets

L'appel à projets a pour objectif de mettre en place des actions destinées aux jeunes sous protection judiciaire et aux personnes placées sous main de justice c'est-à-dire détenues ou bénéficiant de mesures alternatives à la détention.

Les projets peuvent être adossés à des dispositifs régionaux et peuvent être articulés à des projets relevant d'autres dispositifs et bénéficiant d'autres cofinancements.

## II. CONDITIONS DE RECEVABILITE DES PROJETS ET D'APPRECIATION EN ELIGIBILITE DES PROJETS

---

### 2.1 Conditions de recevabilité des projets

#### 2.1.1 Types d'actions

Les actions pouvant être soutenues au titre du présent appel à projet sont celles relevant de l'objectif spécifique n°8 de l'axe 5 du programme opérationnel régional pour l'Île de France et le bassin de la Seine, et plus précisément celles **en faveur des personnes placées sous-main de justice et des jeunes sous protection judiciaire**

Ainsi, il s'agit de proposer à ces publics spécifiques des parcours de formation tels que :

- Des actions d'accompagnement à l'acquisition de savoirs de base et des compétences clés ;
- Des actions d'orientation et d'élaboration du projet professionnel ;
- Des actions de remise à niveau, de pré-qualification, de qualification et de préparation à la sortie pour les personnes hébergées et écrouées ;
- Des actions de formation à destination des personnes relevant de la protection judiciaire ;
- Des actions d'accompagnement vers la Validation des acquis d'expérience (VAE).
- Des actions favorisant la continuité des parcours

**Les projets ne s'inscrivant pas dans les actions présentées ci-dessus seront déclarées irrecevables.**

Les financements européens dans le cadre de cet appel à projet sont exclusivement attribués à des opérations individuelles. Ainsi, aucune participation ne peut être accordée à des organismes requérant l'accès à une convention de subvention globale.

Il conviendra également de tenir compte des lignes de partage entre le Programme Opérationnel National pour l'emploi et l'inclusion en métropole et le Programme Opérationnel Régional FEDER-FSE pour l'Île-de-France et le bassin de la Seine. Les projets relevant dès première lecture du programme opérationnel pour l'emploi et l'inclusion en France ne seront pas analysés lors de l'instruction du présent appel à projets.

#### 2.1.2 Organismes bénéficiaires

Les organismes éligibles à la mise en œuvre des actions cofinancées sont :

- Associations
- Etablissements publics
- Organismes de formation

- Chambres consulaires
- Entreprises

Le présent appel à projet est exclusivement à destination des personnes placées sous-main de justice ou sous protection judiciaire.

### *2.1.3 Territoire*

Les projets doivent être réalisés en Île-de-France.

### *2.1.4 Montant et taux d'intervention de l'aide FSE*

Le montant minimum de participation du FSE sur un projet est fixé à **23 000 €** par tranche annuelle.

Le taux d'intervention minimum du FSE sur un projet est fixé à **20% du coût total** éligible.

Le taux d'intervention maximum du FSE sur un projet est fixé à **50% du coût total éligible**.

### *2.1.5 Cofinancements*

Le plan de financement devra obligatoirement faire apparaître au moins un cofinancement public ou privé, ou un autofinancement de l'organisme porteur de projet.

Les financements régionaux mobilisés dans le cadre du dispositif régional « formations à destination des personnes placées sous-main de justice » pourront intervenir en cofinancement du FSE sollicité dans le cadre du présent appel à projets.

### *2.1.6 Temporalité du projet*

Les actions pourront se dérouler entre le 02 janvier 2015 et le 31 décembre 2016. La période de réalisation des projets ne peut pas être supérieure à 18 mois.

Le projet ne doit pas être achevé à la date de dépôt du dossier de demande d'aide. La date d'achèvement s'entend comme la date la plus tardive entre l'achèvement physique de l'opération et la date d'émission de la dernière facture.

### *2.1.7 Dépôt du dossier*

**Les documents types à joindre au dossier de demande de subvention sont téléchargeables sur le site : [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr)**

Le dossier de candidature devra être transmis, avant le **15/12/2015** sur la plateforme des aides régionale de la Région Île de France permettant le dépôt de dossiers de demande de subvention dématérialisés : <https://par.iledefrance.fr>.

Les envois par mail ne sont pas acceptés et tout dossier incomplet lors de son dépôt sera rejeté lors de son instruction.

Les dossiers déposés sur la plateforme de dépôt « ma démarche FSE » relative aux projets financés dans le cadre le Programme Opérationnel National ne pourront pas être déclarés recevables au titre du Programme Opérationnel régional.

## 2.1 Critères d'appréciation des projets recevables

### 2.1.1 Éligibilité des dépenses

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par les règlements UE n° 1301/2013 et n°1303/2013 du 17 décembre 2013, et par le décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (en cours de finalisation) ;
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme ;
- Elles doivent être justifiées par des pièces probantes ;
- Une opération est retenue pour bénéficier du soutien des fonds européens si elle n'a pas été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion<sup>2</sup> ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de l'aide<sup>3</sup> ;
- Le projet et les dépenses qui lui sont afférentes ne sont pas présentées par le porteur de projet au titre d'un autre fond ou d'un autre dispositif européen ;
- Un plafond maximum de la rémunération pouvant être pris en compte pour un cofinancement au titre du FEDER est fixé à 122 800 €<sup>4</sup> de salaire annuel brut chargé. Les montants dépassant le plafond ne sont alors pas pris en compte pour la détermination du montant FEDER.
- Dans le cadre de l'instruction du projet, le service gestionnaire peut être amené à écarter toute dépense présentant un caractère dispendieux et ne produisant pas d'effets directs sur les publics cibles.
- Une dépense est éligible au FEDER si elle a été effectivement payée entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2023, sous réserve qu'un dossier de demande complet, conformément aux dispositions en vigueur, ait été reçu par l'autorité de gestion avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

**Une liste indicative des Catégories de dépenses éligibles et non éligibles au titre du fonds social européen est présentée en annexe 5.**

### 2.1.2 Capacité financière de l'organisme porteur de projet

Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables (solvabilité, indépendance financière, capacité d'autofinancement).

L'objectif est de concentrer le cofinancement du FSE sur les actions du projet et non sur les frais de fonctionnement de la structure.

### 2.1.3 Capacité administrative de l'organisme porteur de projet

<sup>2</sup> Conformément à l'article 65 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes.

<sup>3</sup> Conformément aux articles 65 et 67 du Règlement (UE) n°1303/2013 du 17 décembre 2013 portant dispositions communes;

<sup>4</sup> Le montant de 122 800 € est calculé sur la base d'un salaire ne dépassant pas 1,5 fois le salaire moyen d'un cadre (dirigeant ou non), calculé en salaire annuel brut chargé (toutes charges comprises, le taux de cotisation patronale obligatoire étant estimé à 42% en moyenne) et au regard du rythme d'augmentation du salaire moyen des cadres au cours de la dernière année (1,6%).



Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution administratifs de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une aide du FSE.

#### 2.1.4 Principes horizontaux

Les opérations sélectionnées doivent prendre en compte les principes horizontaux du programme opérationnel régional FEDER-FSE pour l'Île-de-France et le bassin de la Seine : développement durable, égalité des chances et non-discrimination, égalité entre les femmes et les hommes.

### III. MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

---

#### 3.1 Modalités de sélection des projets

Le service Gestion des Fonds Européens (GFE) de la Direction des financements européens (DFE) procède à l'instruction du dossier sur la base d'un rapport d'instruction type. Il vérifie **le respect, par le porteur de projet, des conditions de recevabilité de sa demande de financement**. Le non-respect d'une des conditions de recevabilité entraîne l'arrêt de l'instruction et donne lieu à un avis défavorable.

Les dossiers de demande de financement répondant aux **critères de recevabilité susmentionnés font l'objet d'une analyse en éligibilité** qui procède à :

- l'analyse du budget et de la solidité du porteur de projets : vérification de l'éligibilité des dépenses (détermination du coût total éligible) et du plan de financement, traitement des recettes ;
- la vérification du respect des politiques sectorielles (commande publique/ordonnance de 2005, aides d'état, absence de double financement ...) ;
- la vérification de la prise en compte par le porteur de projets des principes horizontaux.

Si l'éligibilité de la demande de financements européen est avérée, le service GFE transmet la demande de financement à la **direction de la formation professionnelle afin qu'un avis en opportunité**, structuré selon les critères de sélection énoncés ci-dessous, puisse être émis.

#### 3.2 Analyse en opportunité des projets soutenus

- **Critères relatifs à la contribution du projet aux objectifs du programme opérationnel**
  - Les possibilités de poursuites de parcours (lien avec le secteur d'activité concerné, lien avec les SPIP, accès à l'offre de formation développée dans le cadre du Service Public Régional de Formation, modularité des parcours et sécurisation de la sortie en proposant des passerelles à l'extérieur vers la formation ou l'emploi, développement de la validation des acquis de l'expérience ... ) ;
  - La notion de construction de parcours visant une intégration sociale et une insertion professionnelle durable; les activités proposées devront constituer un tout cohérent et non une simple juxtaposition de modules
  - Le caractère structurant, innovant et transférable du projet ;
- **Critères relatifs à la qualité du projet**
  - Objectif du projet de formation : prise en compte des besoins spécifiques du public visé
  - Modalités pédagogiques : prise en compte
    - des contraintes internes aux établissements pénitentiaires si l'action a lieu en détention ;
    - du cadre de la prise en charge pour les jeunes sous protection judiciaire ;

- Matériel pédagogique adapté au milieu carcéral, le cas échéant et répondant aux normes d'hygiène et de sécurité ;
- **Critères relatifs à l'inscription du projet au sein du tissu régional**
  - La qualité des relations avec les institutions judiciaires et notamment les services de la protection judiciaire de la jeunesse pour celles destinées à un public sous protection judiciaire
  - L'articulation du projet avec d'autres projets mis en œuvre dans l'établissement et/ou les autres établissements ;
  - Pour les projets en milieu carcéral, l'articulation avec les Unités Pédagogiques Régionales relevant du Ministère de l'Education Nationale pour l'enseignement des matières générales ;
  - La mise en œuvre de divers partenariats internes et externes notamment en lien avec les services déconcentrés de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) ;
  - Les références antérieures en lien avec les PPSMJ ;
- **Critères relatifs à la performance financière du PO**
  - Les moyens humains notamment les compétences mise à disposition et l'expérience avec le public ciblé (curriculum vitae à fournir, devra être annexé à la demande, chaque intervenant ne doit pas avoir fait l'objet de condamnations figurant au bulletin n°2 du casier judiciaire (une attestation sur l'honneur devra être jointe à la réponse de l'appel à projets) ;
  - La cohérence financière du projet et la détermination du coût journée de la formation (matière d'œuvre à finalité pédagogique comprise) ;
  - La participation des projets au cadre de performance : chômeurs, y compris chômeurs de longue durée sous main de justice.

#### IV. CALENDRIER DE SELECTION

---

**Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de l'appel à projet en faveur des personnes placées sous-main de justice et des jeunes sous protection judiciaire est le suivant :**

- **Début Avril** : publication de l'appel à projet sur le site web de la Région dédié aux financements européens [www.europe.iledefrance.fr](http://www.europe.iledefrance.fr)
- **D'avril 2015 au 31 janvier 2016** : Dépôt des dossiers de demande de subvention européenne.

Les porteurs de projets pourront être accompagnés vers le dépôt de leur dossier de demande de subvention par la **cellule ingénierie de projet et animation territoriale** de la direction des financements européens de la région Ile de France :

➔ Service AMO de la Direction des financements européens  
Bénédicte Leray : [benedicte.leray@iledefrance.fr](mailto:benedicte.leray@iledefrance.fr)

- **31 janvier 2016** : date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention sur la plateforme des aides régionales de la Région Ile-de-France.
- **Du 15 juillet 2015 au 31 mars 2016** : Instruction des dossiers par la direction des financements européens et la direction de la formation professionnelle de la Région Ile-de-France.
- **A partir de novembre 2015** : Présentation à la Commission consultative des élus et au Comité de programmation des dossiers pour notification de la décision.
- **A partir de début décembre 2015** : Signature des conventions.

#### V. CONFIDENTIALITE

---

La Région Ile-de-France s'engage à respecter la confidentialité des informations contenues dans les dossiers remis par les candidats à une subvention FEDER ou FSE.

## VI. ANNEXES

---

### 6.1 Annexe 1 : Cadre réglementaire de l'appel à projets

**Le présent appel à projet s'inscrit dans les obligations issues des textes suivants :**

- Règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;
- Règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;
- Décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020<sup>5</sup> ;
- Décision de la Commission européenne du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Île-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013.

### 6.2 Annexe 2 : Règles applicables aux organismes bénéficiaires de fonds européens structurels d'investissement (FESI)

#### 6.2.1 *Transparence comptable*

Le porteur de projet s'engage à tenir une comptabilité séparée de l'opération ou à utiliser une codification comptable adéquate. Il est ainsi en capacité d'isoler au sein de sa comptabilité générale, les charges et les produits liés à l'opération.

#### 6.2.2 *Respect des règles relatives à la commande publique*

Le porteur de projet doit indiquer s'il est soumis, ou non, à l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

Le cas échéant, il devra justifier d'une mise en concurrence pour ses achats (travaux, fournitures, services) et ce quel qu'en soit leur montant, en vue de justifier la sélection de l'offre la plus avantageuse selon des critères prédéfinis.

#### 6.2.3 *Respect de la réglementation relative aux aides d'Etat*

Les organismes intervenant dans le champ concurrentiel au sens des textes réglementaires sont soumis à la réglementation européenne sur les aides d'Etat aux entreprises. Ainsi, il incombera au porteur de projet de veiller au respect de cette réglementation. Ce point fera l'objet d'une attention particulière lors de l'instruction des demandes d'aides.

---

<sup>5</sup> Le décret d'éligibilité des dépenses n'est pas publié à ce jour.

Les régimes d'aides mobilisables sur ce type d'actions sont actuellement en cours de définition. Les porteurs de projets seront tenus informés par la Région Ile-de-France des régimes d'aide applicables.

#### *6.2.4 Recours aux options de coûts simplifiés*

La possibilité de recourir à des options de coûts simplifiés a été introduite par la Commission européenne afin de réduire d'une part le risque d'erreur dans les déclarations de coûts, et d'autre part la charge administrative pesant sur les porteurs de projet.

Dans le cadre du présent appel à projets, les candidats devront procéder au calcul des coûts indirects éventuels de l'opération sur la base du taux forfaitaire de 15% prévu par l'article 68-1 b) du règlement général n° 1303/2013.

Pour la détermination des frais de personnel liés à la mise en œuvre d'une opération, les candidats pourront établir le taux horaire en divisant la dernière moyenne annuelle connue des salaires bruts par 1 720 heures, conformément aux dispositions de l'article 68-2 du règlement général n° 1303/2013.

Dans le cas d'une opération mobilisant un soutien public inférieur à 50 000 € et ne comprenant pas de coûts indirects, le candidat établira le coût prévisionnel sur la base des montants forfaitaires prévus par l'article 67-1 c) du règlement général n° 1303/2013.

#### *6.2.5 Evaluation et suivi des données relatives aux bénéficiaires / participants*

Les dispositions en matière de suivi et d'évaluation ont été renforcées dans le cadre de la programmation 2014-2020. L'objectif est de s'assurer que des données fiables seront disponibles et pourront être agrégées au niveau européen. Les travaux d'évaluation seront concentrés sur la mesure de l'efficacité et de l'impact des fonds européens structurels et d'investissement.

Le porteur de projet s'engage à communiquer à l'autorité de gestion les éléments suivants, concernant l'évaluation et le suivi de l'action qu'il met en œuvre :

- Le porteur de projet est tenu de saisir un certain nombre d'indicateurs prévisionnels de réalisation au moment du dépôt de son dossier sur la Plateforme des Aides Régionales (cf. annexe 3). Ces indicateurs, fixés dans le programme opérationnel régional et dans le présent appel à projets, devront être actualisés à l'issue de l'opération. En l'absence de saisie des indicateurs réalisés, le solde de la subvention ne pourra être versé.
- Lors de chaque demande de versement (acompte ou solde), des fichiers de reporting (téléchargeables sur la PAR) doivent obligatoirement être communiqués par le porteur de projet à l'autorité de gestion.
- La liste des entreprises ayant participées à l'action doit obligatoirement être transmise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion à l'issue de l'action, lors de la demande de versement du solde de la subvention.
- Des questionnaires sont mis à la disposition des porteurs de projets (cf. annexe 4). Ces questionnaires permettent d'identifier les données qui seront demandées par l'autorité de gestion. Ils doivent être remplis et conservés par les bénéficiaires de la subvention européenne ;

**La non-communication de ces éléments sera susceptible d'entraîner le non versement du solde et le reversement des acomptes. L'ensemble des documents exigés par l'autorité de gestion est disponible en téléchargement sur le site [europe.iledefrance.fr](http://europe.iledefrance.fr) ainsi que sur la PAR.**

#### 6.2.6 *Communication européenne*

Les bénéficiaires de subventions des fonds européens structurels et d'investissement devront respecter l'obligation de publicité de la participation des financements de l'Union européenne auprès de leur public, de leurs partenaires et de leurs collaborateurs.

Dans ce cadre, ils s'engagent à mettre en place les actions d'information et de communication interne et externe suivantes :

- Faire mention de la participation des financements communautaires sur tout document interne et externe relatif à la mise en œuvre d'une opération (site internet, logiciels, plaquette, présentation, articles...) ainsi que sur les livrables.
- Informer, par un courrier officiel, les personnels dont tout ou partie du salaire est pris en charge par le FEDER ou le FSE.
- Autoriser la Région Ile-de-France à communiquer sur son projet, son bilan et ses résultats

Ces obligations et leurs modalités de mise en œuvre seront précisées aux porteurs de projets au moment du conventionnement.

#### 6.2.7 *Contrôle et transmission des pièces*

Les opérations cofinancées par les fonds européens sont soumises à différents niveaux de contrôle.

Avant chaque versement d'acompte ou de solde, un contrôle de service fait sera opéré par les services de la Région ou toute personne mandatée par elle, sur la base du bilan transmis par le porteur de projet. En outre des visites sur places programmées ou imprévisibles seront réalisées par l'autorité de gestion.

Par ailleurs, le porteur de projet devra également se soumettre à l'ensemble des contrôles en cours ou postérieurs à la réalisation de l'opération qui seront effectués par les services de la Région ou par toute autre autorité nationale et communautaire.

Pour l'ensemble de ces contrôles, il s'engage à présenter aux agents du contrôle tous documents et pièces établissant la conformité de la réalisation de l'opération aux conditions contractuelles, la régularité et l'éligibilité des dépenses et des ressources ainsi que le respect des obligations de communication et de publicité.

#### 6.2.8 *Conservation des pièces*

Le porteur de projet s'engage à conserver les justificatifs de paiement et tous les documents permettant d'attester de la réalisation de l'action pendant une période de trois ans à compter du 31 décembre suivant la présentation des comptes dans lesquels figurent les dépenses de l'opération.

En cas de constat d'irrégularité, un contrôle des justificatifs comptables correspondant aux dépenses indirectes déclarées, susceptible de porter sur l'ensemble de la comptabilité de la structure bénéficiaire, pourra être effectué.

### 6.3 Annexe 3 : Liste des indicateurs relatifs à l'appel à projets « Actions en faveur des personnes placées sous-main de justice et des jeunes sous protection judiciaire »

**Liste des indicateurs du programme opérationnel régional FEDER-FSE relatifs à l'appel à projet "actions en faveur des personnes placées sous mains de justice et des jeunes sous protection judiciaire"**

**Axe n°5 Investir dans l'éducation et adapter les compétences**  
**OS 8 : Augmenter l'employabilité des franciliens sans emploi**

Intitulé de l'indicateur	Type d'indicateur	Données à recueillir*
<b>Chômeurs y compris les chômeurs de longue durée</b>	Réalisation	Situation dans l'emploi (chômage ou autre, durée de chômage)
Moins de 25ans	Réalisation	Age du participant
Titulaires d'un diplôme de niveau V ou infra V	Réalisation	Niveau de diplôme
En situation de handicap	Réalisation	Situation de handicap des participants
Sous main de justice	Réalisation	Situation judiciaire/juridique des participants
<b>Participants obtenant une qualification au terme de la formation</b>	Résultat	Qualification obtenue à la sortie de la participation
Moins de 25ans	Résultat	Age du participant
Titulaires d'un diplôme de niveau V ou infra V	Résultat	Niveau de diplôme
En situation de handicap	Résultat	Situation de handicap des participants
Sous main de justice	Résultat	Situation judiciaire/juridique des participants
<b>Participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation</b>	Résultat	Situation à la sortie de la participation (enseignement? Formation?)
Moins de 25ans	Résultat	Age du participant
Titulaires d'un diplôme de niveau V ou infra V	Résultat	Niveau de diplôme
En situation de handicap	Résultat	Situation de handicap des participants
Sous main de justice	Résultat	Situation judiciaire/juridique des participants
<b>Participants exerçant un emploi, y compris à titre indépendant au terme de leur formation</b>	Résultat	Situation des participants sous l'angle emploi
Moins de 25ans	Résultat	Age du participant
Titulaires d'un diplôme de niveau V ou infra V	Résultat	Niveau de diplôme
En situation de handicap	Résultat	Situation de handicap des participants
Sous main de justice	Résultat	Situation judiciaire/juridique des participants

\* Les données à recueillir pour compléter l'indicateur correspondant sont transposées en questions à poser aux participants dans les "questionnaires participants"

#### 6.4 Annexe 4 : Questionnaires de recueil des données relatives à la situation des participants

Appel à projets FSE – Année 2015

Axe prioritaire 5 : Investir dans l'éducation et adapter les compétences

**Objectif spécifique 8 : Augmenter l'employabilité et la qualification des franciliens sans emploi**

**Formation des personnes sous main de justice**

#### **Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)**

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération : .....

N° convention FSE : .....

Date d'entrée dans l'opération : ...../...../..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)



## Coordonnées du participant

NOM (en capitales) : .....

PRENOM (en capitales) : .....

Date de naissance : ...../...../..... (jj/mm/année)    Sexe : homme ☐    femme ☐

Commune de naissance (avec code postal, 99999 si à l'étranger) :  
.....

Adresse à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) : .....  
.....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

### Question 1. Au moment du déroulement de la formation, êtes-vous :

- ☐ Détenu en établissement pénitentiaire
- ☐ En aménagement de peine
- ☐ Sous protection judiciaire (PJJ)

### Question 2. Statut sur le marché du travail à l'entrée dans l'action

- ☐ En emploi (salarié, à votre compte, indépendant)
- ☐ Au chômage en recherche active d'emploi    Durée de la recherche : ..... (nombre de mois)
- ☐ Inactif en formation ou à l'école
- ☐ Inactif ni en formation et ni à l'école

### Question 3. Quel est le plus haut niveau de diplôme atteint ou l'année d'études la plus élevée à l'entrée dans l'action ?

- ☐ Inférieur à l'école primaire, vous n'êtes jamais allé à l'école
- ☐ 6e à 4e ou formation préprofessionnelle de 1 an (Niveau VI)
- ☐ 3e ou 4e-3e techno. ou < terminale de 2nd cycles courts professionnels (Niveau Vbis)
- ☐ Abandon avant terminale, terminale de 2nds cycles courts pro (Niveau V)
- ☐ Classe terminale, abandon post bac, niveau bac (Niveau IV)
- ☐ Diplôme bac +2 (Niveau III)
- ☐ Diplôme supérieur au bac + 2 (Niveaux II et I)

### Question 4. Situation du ménage

4a. Vivez-vous dans un ménage où personne n'est en emploi ?

- ☐ Oui → 3b. Si oui, y'a-t-il des enfants à charge dans ce ménage ? Oui ☐ Non ☐  
☐ Non

4b. Vivez-vous dans une famille monoparentale avec des enfants à charge ?

- ☐ Oui  
☐ Non

**Question 5. Avez-vous une reconnaissance officielle d'un handicap (allocation, pension ou carte d'invalidité...) ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Question 6. Etes-vous allocataire de minima sociaux (RSA, allocation spécifique de solidarité, allocation aux adultes handicapés) ?**

- ☐ Oui  
☐ Non

**Question 7. Etes-vous sans domicile fixe ou confronté à l'exclusion de votre logement ?**

- ☐ Oui  
☐ Non  
☐ Ne souhaite pas répondre / ne sait pas

**Question 8. Un de vos deux parents est-il né à l'étranger ?**

- ☐ Oui  
☐ Non  
☐ Ne souhaite pas répondre / ne sait pas

Appel à projets FSE – Année 2015

Axe prioritaire 5 : Investir dans l'éducation et adapter les compétences

**Objectif spécifique 8 : Augmenter l'employabilité et la qualification des franciliens sans emploi**

**Formation des personnes sous main de justice**

**Questionnaire de recueil des données à la sortie des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen (FSE)**

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen sur la période 2014-2020. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, l'Union européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen (règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013). Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale ; elles contribueront aussi à la mesure de l'impact des programmes.

**Les informations recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation des programmes opérationnels nationaux FSE.** Le destinataire des données est la Région Ile de France, en tant qu'autorité de gestion de ce programme. Elles permettront de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, droit que vous pouvez exercer auprès de la Région Ile de France en contactant l'organisme qui vous a fait remplir ce questionnaire.

Pour la qualité du suivi et de l'évaluation des actions, **il est important que vous répondiez précisément à toutes les questions suivantes, en écrivant lisiblement.** Pour certaines d'entre elles vous aurez la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Nom de l'opération : .....

N° convention FSE : .....

Date de sortie dans l'opération : ..... (jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets)

**Coordonnées du participant**

NOM (en capitales) : .....

PRENOM (en capitales) : .....

Date de naissance : ..... (jj/mm/année)

Sexe : homme ☐ femme ☐

Adresse à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) : .....

.....

Code postal : ..... Commune : .....

Numéro de téléphone (mobile) : .....

Numéro de téléphone (domicile) : .....

Courriel : .....@.....

### **Question 1. Avez-vous suivi la formation jusqu'à la fin?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

### **Question 2. Qualification obtenue à la fin de la formation**

Avez-vous obtenu une qualification au terme de votre formation ?

- ☐ Oui

Si oui, laquelle ? .....

Niveau :

- ☐ Niveau V (CAP, BEP...)
- ☐ Niveau IV (Bac)
- ☐ Niveau III (BTS, Deug, DUT...)
- ☐ Niveaux II et I (Master...)
- ☐ Non

### **Question 3. Situation au terme de la formation**

- ☐ Vous suivez un enseignement ou une formation au terme de votre participation

Si oui, lequel/laquelle ? .....

- ☐ Vous êtes en recherche d'emploi sans suivre de formation

- ☐ Vous avez trouvé un emploi à la fin de votre formation

Si oui, de quel type ? (Une seule réponse possible)

- ☐ activité indépendante, création d'entreprise
- ☐ emploi durable (CDI ou CDD de + de 6 mois)
- ☐ emploi temporaire (intérim, CDD de moins de 6 mois)
- ☐ emploi aidé

## 6.5 Annexe 5 : Catégories de dépenses éligibles et non éligibles

SYNTHESE DES DEPENSES ELIGIBLES ET NON ELIGIBLES FEDER / FSE <sup>6</sup>	
Tous les fonds	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses de personnel ;</li> <li>- Dépenses de déplacement, restauration et hébergement des participants ;</li> <li>- Dépenses d'amortissement (3 conditions) ;</li> <li>- Dépenses de conseil, d'expertise juridique, technique, comptable et financière ;</li> <li>- Dépenses de location ;</li> <li>- Dépenses directes de sous-traitances ;</li> <li>- Dépenses liées à l'obligation européenne de publicité ;</li> <li>- Dépenses d'échange électronique de données dématérialisées ;</li> <li>- Contributions en nature ;</li> <li>- Dépenses indirectes (en respect des options de coûts simplifiés) ;</li> <li>- TVA et autre taxes non déductible.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amendes, pénalités financières, frais de justices et de contentieux, exonération de charge ;</li> <li>- Frais débiteurs, agios et autres charges financières ;</li> <li>- TVA déductible, compensée ou récupérable ;</li> </ul>
FSE <sup>7</sup>	
Dépenses éligibles	Dépenses non éligibles
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépenses acquittées par un organisme tiers (régies par des dispositions spécifiques) dûment justifiées ;</li> <li>- Allocations et aides individuelles versées aux participants ;</li> <li>- Primes à la création d'activité versées aux participants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat d'infrastructures, de terrains ou d'immeubles.</li> <li>- <a href="#">La rémunération des stagiaires</a></li> </ul>

<sup>6</sup> Conformément à l'article 69-3 du règlement communautaire 1303/2013 relatif à la mise en œuvre des FESI et au décret d'éligibilité des dépenses.

<sup>7</sup> Conformément à l'article du règlement communautaire 1304/2013 relatif au FSE FESI et au décret d'éligibilité des dépenses.